



WEST AFRICAN BAR ASSOCIATION

Association des Barreaux de l'Afrique de l'Ouest (ABAO) Assciaacao da Barra da Africa Occidental (ABAO)

No. 22 Mediterranean Street, Imani Estate, Maitama, Abuja, Nigeria. | Tel: +234 9 8701680, +234 803 474 6221
Email: aadegbite.waba@gmail.com
Website: www.wabalaw.com

Communiqué de presse : WABA 004 RoL -

GB/BR Date d'émission : 7 décembre 2025.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE PUBLIÉ SUR LA VIOLATION DE L'ORDRE CONSTITUTIONNEL EN GUINÉE-BISSAU ET EN RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

LA VAGUE ÉMERGENTE D'INCURSIONS MILITAIRES DANS LA GOUVERNANCE ET LA VIOLATION DE L'ORDRE CONSTITUTIONNEL EN AFRIQUE DE L'OUEST ; WABA CONDAMNE LE COUP D'ÉTAT EN GUINÉE-BISSAU ET LA TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT EN RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

L'Association du barreau d'Afrique de l'Ouest (WABA) a observé avec une grande inquiétude les cas croissants de violation de la gouvernance démocratique dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest au cours des dernières semaines. Ces perturbations illégales de la gouvernance démocratique représentent une grave violation de l'état de droit, une atteinte à l'autorité constitutionnelle et une menace dangereuse pour la stabilité régionale.

A. Guinée-Bissau :

La situation en Guinée-Bissau est en effet particulièrement préoccupante car il convient de noter que la WABA était intervenue plus tôt dans l'année dans les tendances non démocratiques manifestées par le président Umaro Sissoco Embalo, l'ancien président de la Guinée-Bissau avec une forte condamnation de ses tendances antidémocratiques. La WABA a publié une déclaration condamnant le style de domination autocratique et a demandé l'institution d'un processus de transition et d'élections. Suite à la clamour de la WABA et d'autres institutions notables, notamment la CEDEAO, le processus de transition a été mis en place et les élections générales qui ont suivi ont eu lieu le 23 novembre 2025. Malheureusement, alors que l'exercice de collation des résultats était en cours et a atteint un stade avancé, l'armée a

Ousmane B. Traore
President / Président /
Présidente

Bornor M. Varmah
Vice President/Vice-président
/Vice-présidente

ADESINA ADEGBITE
PCMC, NCIAIAb
Secretary General / Secrétaire
général / Secretario Geral

BEATRIZ FURTADO
Assistant Secretary General /
Secrétaire général adjoint /
Secretario-Geral Assistente

SATTO M. B. KOBBA
Treasurer/Trésorier

soudainement frappé.

Le soi-disant coup d'État a été largement critiqué et décrit comme orchestré subrepticement, en particulier compte tenu du fait que le président Embalo a personnellement annoncé le coup d'État et a eu un briefing avec les médias après le coup d'État présumé, en particulier compte tenu du fait que l'exercice électoral a été largement signalé comme pacifique.

WABA réitère que toute saisie du pouvoir ou tentative de saisie du pouvoir par des moyens inconstitutionnels est inacceptable et ne peut en aucun cas être tolérée. La profession juridique à travers l'Afrique de l'Ouest s'oppose fermement aux actions qui menacent la démocratie, sapent les institutions démocratiques, menacent les droits fondamentaux et perturbent la paix et la sécurité de notre sous-région.

WABA exige ce qui suit :

- La restauration immédiate et inconditionnelle des structures démocratiques et le plein respect de la Constitution de la Guinée-Bissau.
- La publication immédiate des résultats des élections et l'inauguration du nouveau gouvernement.
- La protection de tous les acteurs politiques, civils et membres de la communauté juridique, en veillant à ce qu'aucun préjudice ne soit causé aux personnes exerçant leurs fonctions légales ou leurs droits politiques.
- La libération immédiate et inconditionnelle de tous les citoyens arrêtés illégalement, y compris les membres du public, les praticiens du droit, la société civile, les politiciens (y compris les candidats aux élections), les agents électoraux et les journalistes.
- Action rapide et coordonnée de la CEDEAO, de l'Union africaine et de la communauté internationale pour appliquer des sanctions diplomatiques, politiques et, le cas échéant, ciblées afin d'assurer un retour rapide à l'ordre constitutionnel.
- La sauvegarde de l'indépendance judiciaire et des droits fondamentaux de l'homme, y compris la liberté d'expression, la procédure régulière et l'accès à la justice tout au long de la période de crise.

WABA exhorte en outre les auteurs de cet acte inconstitutionnel à cesser immédiatement toutes les hostilités, à s'engager dans un dialogue et à rendre l'autorité aux dirigeants civils.

B. République du Bénin

WABA a reçu avec une profonde inquiétude le rapport d'un autre coup d'État militaire (bien que tentative infructueuse) dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Le développement troublant s'est produit à un moment où la région était encore aux prises avec la situation malheureuse en Guinée-Bissau. La tentative de changement inconstitutionnel de gouvernement dans la République du Bénin est très condamnable et carrément inacceptable. WABA condamne donc tout effort, réel ou tenté de subvertir l'ordre démocratique, de saper l'autorité constitutionnelle ou de déstabiliser la paix au sein de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

Les coups d'État et autres formes de prise de pouvoir inconstitutionnelles restent de graves menaces pour l'état de droit, la croissance démocratique, la stabilité régionale et les droits fondamentaux des citoyens. La WABA réitère sa position de longue date selon laquelle la gouvernance démocratique, la responsabilité et le respect du constitutionnalisme sont des piliers indispensables au développement durable et à la justice dans toute l'Afrique de l'Ouest.

Heureusement, la mission des conspirateurs du coup d'État a été effectivement contrecarrée par les officiers patriotes de l'armée béninoise, qui étaient dotés de ressources cinétiques et soutenus par l'armée de l'air nigériane qui s'est assurée que les policiers en fuite étaient neutralisés. WABA salue ainsi le gouvernement de la République fédérale du Nigéria, en particulier le président Bola Ahmed Tinubu pour avoir émis l'ordre de fournir une assistance militaire à la République du Bénin conformément au Protocole de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance. Le soutien décisif et opportun apporté à la République du Bénin a aidé à empêcher l'escalade de la tentative de coup d'État et à rétablir la normalité. L'intervention du Nigeria reflète un engagement inébranlable en faveur de la coopération régionale en matière de sécurité, de la défense des institutions démocratiques et des obligations partagées en vertu des protocoles de la CEDEAO.

L'Association félicite également tous les partenaires régionaux et

internationaux qui ont contribué à la sauvegarde de l'ordre constitutionnel en République du Bénin pendant ce moment critique.

WABA fait appel à :

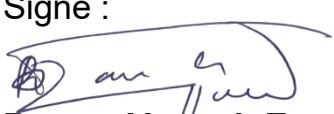
- Les autorités de la République du Bénin devraient assurer une enquête transparente, le respect de la procédure régulière et la protection des droits de l'homme dans le traitement de toutes les questions liées à l'incident.
- Les dirigeants de la CEDEAO devraient rester vigilants et continuer à renforcer les mécanismes de sécurité collective contre les menaces antidémocratiques.
- Les citoyens de toute l'Afrique de l'Ouest s'opposent fermement aux actes inconstitutionnels et soutiennent des processus pacifiques et démocratiques.

Conclusion

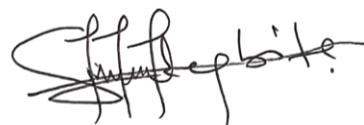
WABA reste déterminé à défendre l'état de droit, à promouvoir la stabilité démocratique et à défendre les droits de tous les peuples de la région de l'Afrique de l'Ouest. Nous sommes prêts à soutenir tout processus légal et pacifique visant à rétablir la gouvernance démocratique en Guinée-Bissau.

WABA continuera à suivre de près la situation en Guinée-Bissau et à travailler avec des partenaires régionaux et internationaux pour défendre l'état de droit, protéger les droits de l'homme et faire respecter les principes de gouvernance démocratique à travers l'Afrique de l'Ouest.

Signé :



Bornor Varmah Esq.
Acting Présidente



Adesina Adegbite FICMC, MCIArb
Secrétaire général